

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

- François Louncény Fall, représentant spécial et chef du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (Unoca):

"Je m'engage à travailler étroitement avec les nouvelles instances de la CEEAC et à fournir un soutien actif et constant à leur montée en puissance dans les prochaines semaines".

- Ali Bongo Ondimba, chef de l'État et président en exercice de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC):

"La crise sanitaire actuelle a malheureusement contribué à amplifier les défis politiques, sécuritaires et socio-économiques de nos États".

- Patrick Mouguiama Daouda, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Transfert des technologies, de l'Éducation nationale, chargé de la Formation civique:

"On veut arriver à un taux résiduel de bulletins à récupérer manuellement à partir du 7 août pour éviter les attroupements".

- Guy Patrick Obiang Ndong, ministre de la Santé:

"Avoir des foyers de la maladie ne signifie pas que l'épidémie est généralisée. C'est une situation que nous gérons. La stratégie du Copil est d'agir rapidement et efficacement lorsqu'un cluster est découvert, afin de freiner l'évolution du virus".

- Faustin Laurent Bilie-Bi-Essone, secrétaire exécutif du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM):

"(...) On observe le maintien de la fermeture des églises, des temples et des mosquées alors qu'il est possible d'adopter un protocole sanitaire à l'exemple des dispositifs spécifiques déjà observés dans d'autres secteurs d'activité".

- Pr Lee White, ministre des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan climat et du Plan d'affectation des terres:

"Une fois qu'on a évacué tous les stocks, qu'on a transformé tout le stock et exporté dans les normes les meubles fabriqués avec le Kevazingo, on va voir la possibilité de rouvrir l'exploitation du Keva".

Rassemblées par Y.F.I

Michael Moussa Adamo célébré par les Ogivins

RÉCEMMENT promu au gouvernement comme ministre de la Défense nationale, le natif de Makokou a reçu le soutien de plusieurs personnalités et ressortissants de la province de l'Ogooué-Ivindo dont il est originaire.

Abel EKORE EYEGHE
Libreville/Gabon

Le domicile du nouveau ministre de la Défense nationale, Michael Moussa Adamo, dans la commune d'Akanda, au nord de Libreville, a été le théâtre d'une manifestation de soutien à l'intéressé. Des personnalités et certains ressortissants de la province de l'Ogooué-Ivindo sont venus célébrer, dans une atmosphère sobre, l'un des leurs. En tant que premier responsable politique de la province, c'est le ministre d'État, ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, Alain-Claude Bilie-By-Nze qui a, au nom du promu, remercié le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, d'avoir à nouveau accordé sa confiance aux Ogivins,



Les personnalités de l'Ogooué-Ivindo réunies pour une photo souvenir.

en nommant aux plus hautes fonctions de la République, ce fils de la province, militant du Parti démocratique gabonais (PDG), parti au pouvoir, et ancien ambassadeur du Gabon aux États-Unis. Pour le membre du Comité permanent du Bureau politique du PDG, l'occasion était également à l'exaltation de certaines valeurs, notamment l'unité des cadres de ladite province afin de relever au mieux les défis de développement auxquels ils font face,

à travers leurs différentes charges. "Tous les cadres de l'Ogooué-Ivindo doivent travailler unis", a-t-il déclaré. Avant de souhaiter la bienvenue au sein du gouvernement au nouveau venu. Les mêmes valeurs d'unité et de cohésion ont été louées par le représentant des populations, Christian Minko, qui a remis un présent incarnant l'espoir et l'esprit d'ouverture. Dans un bref propos, le promu a exalté la communion dont les Ogivins ont fait

montre dans l'organisation de ladite manifestation en son honneur. Tout comme, il leur a demandé de l'accompagner dans ses nouvelles responsabilités pour mériter la confiance placée en lui par le président Ali Bongo Ondimba. À noter que cette rencontre a vu la présence de tous les membres du gouvernement originaires de l'Ogooué-Ivindo et de six anciens ministres.

La Semaine

Des sanctions et des leçons

DE lundi à vendredi dernier, plusieurs événements ont marqué l'actualité, et dont certains auraient pu être commentés dans le cadre de la présente chronique. Tout a changé samedi, lorsque le PDG a rendu publiques les conclusions des travaux de sa Commission permanente de discipline (CPD), matérialisées par des sanctions à l'encontre de nombreux cadres de ses instances décisionnelles, et de ses groupes parlementaires au Sénat et à l'Assemblée nationale (lire le Fait du Jour). S'agissant des députés et sénateurs concernés par lesdites sanctions, on notera que de manière générale, le parti au pouvoir reproche à ces élus leurs différentes attitudes à l'occasion de la révision du Code pénal, au cours de laquelle il a été consacré, entre autres, la dépenalisation de l'homosexualité dans notre pays. La CPD du PDG souligne avoir constaté à

cette occasion: "un management approximatif du processus ayant conduit au vote; une absence de concertation au sein du groupe parlementaire PDG à l'Assemblée nationale; une méconnaissance des réelles modifications apportées au Code pénal". Or, au regard des réactions suscitées ici et là par ces sanctions, on note que nombreux, adeptes des raccourcis, estiment que le PDG a sanctionné ces parlementaires parce qu'ils ont été contre la dépenalisation de l'homosexualité dans notre pays. Surtout que ces derniers avaient évoqué des "convictions morales personnelles"... Dans tous les cas, tout porte à croire que le parti au pouvoir a voulu, par ces sanctions, lancer un message de respect de la discipline à ces militants sanctionnés et, au-delà, à tous les autres qui seraient tentés de naviguer à contre-courant de ses règles. Cependant d'au-

cuns, parmi ses adversaires, estiment, à tort ou à raison, que cette initiative montre qu'au PDG les convictions personnelles, fussent-elles morales, sont secondaires devant la discipline du parti. Même si, selon la Constitution, "tout mandat impératif est nul (...)". Autant de choses de nature à créer des grincements de dents voire des dissidences dans ses rangs. En tout cas, le PDG dans son statut de parti au pouvoir, sait où et comment tenir son monde. Par rapport à l'opinion, il faudra multiplier des efforts d'explication pour convaincre les uns et les autres sur les vraies raisons ayant suscité ces sanctions. Tout compte fait, on peut être certain que ce sujet s'invitera dans les comptes-rendus parlementaires en perspective.

ONDOUBA'NTSIBAH